

## Pêche illégale, la Thaïlande demande plus de temps à Bruxelles

La Thaïlande a fait valoir jeudi qu'elle avait besoin de "plus de temps" pour réformer son industrie de la pêche, face aux exigences répétées de Bruxelles de faire cesser pêche illégale et travail forcé, sous peine de sanctions.

"J'ai besoin de plus de temps", a plaidé lors d'une interview à l'AFP Adisorn Promthep, directeur du département de la Pêche, en charge de la régulation de ce secteur économique clef au sein du ministère de l'Agriculture.

Début juin, Bruxelles a encore demandé à Bangkok de mettre en oeuvre "le plus rapidement possible" les réformes demandées depuis des mois. La Commission européenne souhaite pouvoir faire un bilan des progrès "tangibles" "au plus tard à la fin 2016".

L'Union européenne a adressé en avril 2015 un "carton jaune" au troisième producteur mondial de produits de la mer, le forçant à faire le ménage dans la filière, et les deux parties sont en discussion depuis pour éviter les sanctions.

"Le carton jaune a été comme une sonnette d'alarme", assure Adisorn Promthep, invoquant l'histoire politique tourmentée de la Thaïlande, émaillée de coups d'Etat, pour expliquer la difficulté à mettre en place des réformes de fond.

"Tout ne fonctionne pas encore à 100%", a-t-il reconnu, mais des réformes ont été introduites ces derniers mois, assure-t-il, en faisant visiter la salle de contrôle d'où son équipe surveille l'emplacement de quelque 7.000 bateaux de pêche, nouvellement équipés de radars.

"Quand ils passent dans les eaux d'un autre pays, nous recevons une alerte", explique Pholphisin Suvanachai, responsable technique du projet.

La Thaïlande n'a cependant pas encore de système de quota. "Nous avons besoin de plus de données scientifiques", justifie Adisorn Promthep.

Source : <http://www.marine-oceans.com/actualites-afp/13044-peche-illegale-la-thaïlande-demande-qplus-de-tempsq-a-bruxelles>